

Pas question de continuer à payer leur crise !

Le 24 août 2009 la Ministre fédérale Doris LEUTHARD avec le secrétariat à l'économie (seco) convoque - à Boudry dans le canton de Neuchâtel - des «spécialistes» pour une journée de réflexion sur l'employabilité et pour répondre à la question: **comment mettre à profit la crise ?**

Que peut-il bien en sortir pour les travailleuses et les travailleurs ? RIEN, car la cheffe de l'économie avoue au GHI «je n'ai pas de boule de cristal» et prétend faire confiance au «système suisse» en préconisant «discipline personnelle et dynamisme économique»; elle laisse ainsi toute latitude aux Thomas Daum (directeur de l'Union patronale suisse) qui annoncent clairement la couleur: «ça ira mal à la rentrée, des décisions comme celle de Frank Muller, il y en aura certainement une par mois».

Alors que l'on pourrait s'attendre à d'autres «mesures», l'orientation du seco persiste cependant dans la conception libérale qui affirme: «la crise est aussi une chance de réorganiser notre économie»...

alerte emploi 24 août 12h-13h

rassemblement rue de la Monnaie
près de la place Bel-Air

Comment réorganisent-ils «notre» économie ? Avec un soutien sans limites aux banquiers ; en renonçant à tout contrôle sur les activités des affairistes ou spéculateurs ; en favorisant la concentration des opportunités de profit ; en limitant l'accès aux crédits pour provoquer des faillites ; en délocalisant la production ; en transformant certains services publics en société anonyme ; en bousillant les socles de nos assurances sociales ! etc.

Pour tenter de sortir de leur crise, **le Conseil fédéral et les capitaineries patronales cherchent, encore une fois, à réduire par tous les moyens le «coût du travail».**

Nous nous opposons fermement à ces choix politiques qui visent à replâtrer le «système» en reportant tout le poids de ses contradictions sur les seuls salarié-e-s.

Aux excès d'individualisme et d'exploitation, nous opposons notre action unie et solidaire : nous n'allons pas les laisser faire !

C'est pourquoi nous organisons aujourd'hui un rassemblement ALERTE pour l'emploi qui s'inscrit dans la préparation de la manifestation convoquée par les deux centrales syndicales nationales (Union syndicale suisse et Travail.Suisse) à Berne du 19 septembre 2009.

A Genève, une large coalition de syndicats, mouvements sociaux et partis politiques appellent également à manifester pour exiger:

La création et la garantie des emplois pour répondre aux besoins des plus démunis

- Non aux licenciements, notamment dans les entreprises qui continuent à faire des bénéfices ou qui bénéficient d'aide étatique, de rabais fiscaux ou du chômage partiel ;
- Pour le maintien du pouvoir d'achat par une hausse des salaires et l'instauration d'un salaire minimum légal ainsi que le refus de toute forme de précarité et de sous-enchère salariale.

Un véritable plan de sauvegarde des travailleurs-euses en lieu et place des cadeaux aux spéculateurs

- Pour l'augmentation des prestations de chômage et de leur durée à 540 jours et l'abolition des délais d'attente ;
- Pour le maintien des rentes (LPP et AVS), et de mesures d'assainissement à la charge des employeurs.

Une large mobilisation des salarié-e-s est aujourd'hui une nécessité ! Nous vous invitons à une première action d'envergure...

tous à la manifestation nationale à Berne le 19 septembre 2009

rassemblement place du Molard à 8h30, puis déplacement en cortège jusqu'à Cornavin pour le train spécial de 10h51

inscription en ligne à <http://www.cgas.ch/SPIP/spip.php?article1301>

Premiers signataires : Communauté genevoise d'action syndicale CGAS avec notamment APC, Comedia, Communication, SIT, SSP/VPOD, Syna, Unia, puis solidaritéS, Parti socialiste genevois PSG, Parti du Travail PdT, Attac, Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné, Gauche anticapitaliste, IGIF (Fédération des travailleurs immigrés kurdes de Suisse), Les Communistes, Association « 25 de Abril » de Genève, Jeunesses socialistes, United Black Sheep, Maison du Peuple de Genève, Comité du FSL, Mouvement pour le socialisme MPS, Comité Interdiction des Licenciements